

station spatiale qui soit prioritaire. Le gouvernement a beau avoir beaucoup de charme, je lui recommande quand même d'être prudent s'il ne veut pas payer plus tard pour ses écarts de conduite.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'IMPORTANCE DE RÉDUIRE LE DÉFICIT

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, le déficit fédéral représente l'un des plus grands défis que les Canadiens aient à relever aujourd'hui. Si nous voulons continuer de soutenir nos personnes âgées et nos agriculteurs de la circonscription d'Elk Island et d'autres régions du Canada, nous devons unir nos efforts pour lutter contre le déficit.

Le déficit annuel a fléchi d'un sommet sans précédent de 38,3 milliards au cours de l'exercice financier 1984-1985 à 28,9 milliards l'an dernier. D'ici 1993, il sera ramené à 15 milliards.

Pour relever le défi le pays doit s'unir. Que tous les Canadiens d'un océan à l'autre bâtissent ensemble l'avenir pour que nos enfants puissent vivre dans un Canada plus fort.

* * *

LE LOGEMENT

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES S'APPLIQUANT AUX MAISONS NEUVES

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, le budget du gouvernement est un désastre pour le secteur du logement. Si, comme on nous l'a annoncé, la taxe fédérale sur les produits et services frappe aussi les maisons neuves, de moins en moins de familles canadiennes moyennes pourront accéder à la propriété. Cette taxe pourrait ajouter des milliers de dollars au prix de la maison neuve moyenne. Qu'advient-il alors, monsieur le ministre, du rêve de posséder sa propre maison?

Il y a deux semaines, le ministre de l'Habitation a déclaré qu'il accorderait son aide. Où est l'aide réservée aux simples citoyens dans le budget? Où les sans-foyer qui ont besoin d'aide trouvent-ils leur compte dans ce budget? Quelle aide peuvent y voir ceux qui rêvent de posséder une maison? Ils voient leur rêve disparaître sous les taxes? Que recommande le Budget à ceux qui veulent trouver un logement de prix abordable?

Le gouvernement a promis des logements à prix abordable. Abordable pour qui, monsieur le Président? Pour les familles ordinaires? Ou le ministre a-t-il voulu dire que le logement serait abordable pour ceux qui pourraient en payer le prix? Où est l'aide accordée par le ministre de l'Habitation? Les Canadiens ont le droit de savoir la vérité.

Questions orales

L'AGRICULTURE

LE CONTRÔLE DES IMPORTATIONS DE POULETS À GRILLER ET D'OEUF D'INCUBATION

M. Ken Monteith (Elgin): Monsieur le Président, les producteurs des entreprises d'accoupage de poulets à griller ont accueilli favorablement l'annonce faite par le ministre du Commerce international (M. Crosbie) aujourd'hui. Le ministre a déclaré que la production de ce secteur serait inscrite sur la liste de contrôle des importations dès aujourd'hui.

Les producteurs avaient confié au gouvernement l'inquiétude que leur inspiraient l'accroissement des importations. Cette intervention rapide du gouvernement préservera la rentabilité de ce secteur.

Ce geste montre que le gouvernement est prêt à recourir aux dispositions de l'article 11 du GATT pour restreindre les importations agricoles et ainsi appuyer les programmes nationaux de gestion de l'offre.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES PRÉVISIONS DU CONFERENCE BOARD

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vendredi, le Conference Board du Canada, important organisme prévisionniste fort respecté du secteur privé, a publié sa dernière étude économique. Celle-ci tient compte du budget du gouvernement. Les auteurs de cette étude ont affirmé que le risque de récession est accru en raison du budget et que les entreprises devraient élaborer des plans d'urgence en prévision d'une récession.

Compte tenu de ces prévisions, comment le premier ministre et le gouvernement peuvent-ils persister à présenter à la Chambre et au pays un budget qui, aux yeux d'un organisme respecté comme le Conference Board, nous mène inévitablement à une récession, avec toutes les difficultés que cela occasionnera aux consommateurs, aux travailleurs, aux agriculteurs et aux Canadiens en général? Pourquoi le gouvernement persiste-t-il dans cette mauvaise voie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous tenons en très haute considération le Conference Board et les autres groupes d'Ottawa ou d'autres régions du Canada qui proposent leurs analyses économiques.

Toutefois, c'est au gouvernement du Canada qu'il incombe de faire les choix les plus propices pour le bien du pays. Bien sûr, ne pas tenir compte de la dette aurait inévitablement signifié des taux d'intérêt plus élevés, une